

**INFORMATION SUR L'ALIENATION D'UN FONDS AGRICOLE
OU D'UN TERRAIN A VOCATION AGRICOLE**
NOTIFICATION VALANT OFFRE DE VENTE
OU DECLARATION D'OPERATION EXEMPTEE DE DROIT DE PREEMPTION
- formule simplifiée -
(Articles L 143-1 et R 143-1 et ss du Code rural)

Nature de l'acte : Vente Echange Apport en Société Autres

Etude de Maître : Notaire à : Département :
où domicile est élu

• « VENDEUR (S) »

Nom (ou dénomination sociale) : Nom (ou dénomination sociale) :
Prénom : Prénom :
Profession : Profession :
Date de naissance :/...../..... Date de naissance :/...../.....
Domicile (ou siège social)
N° immatriculation RCS

• « ACQUEREUR (S) »

Nom (ou dénomination sociale) : Nom (ou dénomination sociale) :
Prénom : Prénom :
Profession : Profession :
Date de naissance :/...../..... Date de naissance :/...../.....
Domicile (ou siège social)
N° immatriculation RCS

• LOCALISATION ET DESIGNATION DU FONDS

Dépt	Commune	Sect.	N°	Lieu dit	SURFACES			Nature cadastrale	Nature déclarée par vendeur	Zone urbanisme
					Ha	A	Ca			

Ou annexer une désignation détaillée sur le modèle ci-dessus

• SUPERFICIE CADASTRALE DU FONDS

.....haa.....ca

Présence de bâtiments d'habitation : OUI NON

Présence de bâtiments d'exploitation : OUI NON

• PRIX PRINCIPAL OU VALEUR ESTIMATIVE (hors charges)

en lettres

en chiffres

Si TVA, le préciser

MODALITES DE PAIEMENT

Comptant à la signature de l'acte

à terme

• CHARGES (TVA comprise)

Frais de négociation :

Commission d'agence : Autres (géomètre, ...) :

• DATE ET CONDITIONS D'ENTREE EN JOUISSANCE :

• SITUATION LOCATIVE : Préciser notamment : Bail en cours : Ecrit Verbal Partiel

Montant du fermage.....

Nom et domicile du fermier :
Date du début/...../..... et durée du bail résiliation ou promesse de résiliation à compter du/...../.....

• AUTRE OCCUPATION (préciser la nature) :

• DROITS A PAIEMENT UNIQUE (DPU) :

OUI (joindre justificatif)

NON

• **DROIT DE PREEMPTION PRIMANT CELUI DE LA SAFER :**

Preneur en place

Coindivisaires

Personnes morales de droit public

Nom, Qualité et domicile du bénéficiaire :

A t-il renoncé à son droit de préemption :

OUI

NON

Si non, information complémentaire sera fournie

EXEMPTIONS AU DROIT DE PREEMPTION DE LA SAFER

Parcelles d'une superficie inférieure au minimum défini par le décret attributif

Echange réalisé en conformité de l'article L 124-1 C.rural

Rente viagère servie en totalité ou pour l'essentiel sous forme de prestations de services personnels

Fermier ou métayer évincé, agriculteur à titre principal exproprié

Cohéritiers, parents, alliés jusqu'au 4^{ème} degré inclus, ou indivisaires

Construction, aménagement industriel, extraction de substances minérales

Salariés agricoles, aides familiaux, associés d'exploitation

Surfaces boisées

Preneur en place

Plans de cession (redressement judiciaire)

Co-indivisaires

Personnes morales de droit public

Jardins familiaux

Justificatifs obligatoirement joints :

Engagement de l'acquéreur joint si prévu par le texte :

CONDITIONS PARTICULIERES ET RESERVES FAITES PAR LES VENDEURS : (Cf. formule développée)

Description des immeubles bâtis, commentaires particuliers (existence et durée des baux de chasse, contrats forestiers, etc...), conditions financières

Pour notification de projet d'aliénation soumis au droit de préemption

Pour déclaration d'opération non soumise au droit de préemption

Ale

Signature et cachet du notaire

Réponse SAFER

A adresser en double exemplaire à la SAFER